

Index AI : PRE01/021/2011
19 January 2011

Les États-Unis doivent enquêter sur les crimes de guerre présumés imputés au président sri-lankais

Il faut que les États-Unis enquêtent sur le président sri-lankais, Mahinda Rajapaksa, qui effectue actuellement une visite surprise sur le sol américain, pour le rôle qu'il aurait joué dans la commission d'actes de torture et de crimes de guerre, a déclaré Amnesty International mercredi 19 janvier.

Mahinda Rajapaksa aurait quitté le Sri Lanka tôt le matin du 19 janvier accompagné d'une délégation de 20 personnes, et pris la direction des États-Unis.

« Les États-Unis sont tenus, aux termes du droit international, d'enquêter sur les personnes soupçonnées d'avoir perpétré des crimes de guerre et d'autres violations des droits humains telles que des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des disparitions forcées, et, le cas échéant, de les poursuivre », a déclaré Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

Mahinda Rajapaksa est le commandeur en chef des forces armées sri-lankaises, contre lesquelles ont été portées de nombreuses allégations de crimes de guerre, de disparitions forcées et de torture. En vertu du droit international, les responsables militaires sont susceptibles d'avoir à endosser une partie de la responsabilité pénale dans ces affaires s'ils savaient, ou auraient dû savoir, que de tels crimes étaient perpétrés par leurs subordonnés.

La visite de Mahinda Rajapaksa survient alors qu'un groupe d'experts nommé par Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, travaille sur un rapport destiné à guider le chef d'État sur les questions en rapport avec l'établissement des responsabilités au Sri Lanka. Les forces gouvernementales sri-lankaises et les membres des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) sont accusés d'avoir commis des crimes de guerre lors de la phase finale de ce conflit long de plusieurs décennies.

Amnesty International demande que les Nations unies ouvrent une enquête internationale.

« Des milliers de victimes sri-lankaises exigent que les forces de sécurité sri-lankaises et les groupes armés tels que les LTTE qui ont bafoué leurs droits rendent des comptes », a ajouté Sam Zarifi.

En décembre, Wikileaks a divulgué un télégramme diplomatique confidentiel envoyé par Patricia Butenis, l'ambassadrice américaine, depuis Colombo ; elle y évoquait la difficulté qu'il y avait à traduire en justice les auteurs de crimes présumés lorsqu'« un grand nombre des faits sont imputés à de hauts responsables civils et militaires du pays, dont le président Rajapaksa et ses frères... »

Les États-Unis doivent mener une enquête plus poussée sur ces allégations et soutenir les appels en faveur de l'ouverture d'enquêtes internationales sur le rôle du Sri Lanka dans les crimes de guerre.